



Face à la cinquième vague épidémique annoncée et afin d'enrayer la propagation du virus, le Gouvernement recommande à nouveau de recourir au télétravail selon les modalités maximales prévues pour la Fonction publique :

- ☀ 3 jours de télétravail maximum par semaine ;
- ☀ 2 jours de présentiel minimum par semaine.

Ces consignes gouvernementales sont reprises à la lettre par la DGAC, qui a su tirer les leçons de la crise sanitaire et opérer une véritable mue sur la question du télétravail. Le SNICTA souligne une nouvelle fois la politique exemplaire de la DGAC.

A contrario, le télétravail à la DO, démesurément restreint, reste ancré dans le monde d'avant et inadapté aux recommandations du Gouvernement. Entre reconnaissance du travail des personnels durant la crise sanitaire et objectif d'enrayer l'épidémie, il est urgent de modifier les modalités de télétravail à la DO.

La DO s'est placée en dehors de la DGAC pour ce qui concerne l'accès au télétravail en situation nominale. En fera-t-elle autant en matière sanitaire ? Le SNICTA exige une réponse adaptée.